

Barre à droite

Le Brésil a confirmé, en 2018, le grand basculement à droite de l'Amérique latine, en butte à une triple crise, politique, économique et sociale.

PAR FRANÇOIS JANNE D'OTHÉE

Au Brésil, l'élection de Jair Bolsonaro a confirmé de façon spectaculaire un nouveau virage de l'Amérique latine vers une droite dure, conservatrice sur le plan moral et résolument néolibérale. Remarqué pour ses propos racistes, homophobes et misogynes, l'homme cherche à plaire aux lobbies de l'agrobusiness et aux Eglises évangéliques qui ont permis son élection. Cet ancien militaire admire Donald Trump, et se montre, comme lui, climatosceptique. Farouchement anticomuniste, il a déjà réussi à provoquer le rapatriement de médecins cubains qui travaillaient dans les terres indigènes.

Chili, Argentine, Colombie, Equateur, Paraguay... Là aussi, la droite est restée ou revenue au pouvoir. Au Nicaragua, le sandiniste Ortega s'est ligué avec les néolibéraux dès 2007. Seul pays à infirmer la tendance, le Mexique avec Andrés Manuel López Obrador fait son virage à gauche dix ans après les autres. Mais en surfant, lui aussi, sur les ressentiments populaires à l'égard de l'insécurité, de la violence liée au narcotrafic et de la corruption. Et en se mettant au diapason de Trump pour retenir les migrants. A gauche, à part le cas historique de Cuba, le Venezuela résiste encore, mais il est en faillite. La Bolivie aussi, mais jusqu'à quand ?

« Jusqu'il y a peu, on parlait positivement de l'Amérique latine : prospérité économique, consolidation démocratique, affirmation géopolitique, intégration régionale, avancées sociales, mais depuis quelques années on est sorti d'une période de vaches grasses, explique Bernard Duterme, directeur du Centre tricontinental (Cetri). Le facteur déterminant a été la chute des cours des matières premières à partir de 2014. Et du coup, le vocabulaire a été remplacé par crise économique, instabilité démocratique, restauration conservatrice, marginalisation internationale et reculs sociaux. L'Amérique latine reste le continent le plus inégalitaire du monde. »

Les chiffres sont éloquentes : de 2002 à 2014, qui marque le supercycle des matières premières boosté par la demande chinoise, les ressources fraîches des Etats ont permis de sortir plus de 90 millions de citoyens de la pauvreté, qui a

dégringolé de 48 % à 26 %. Entre 2000 et 2015, le commerce entre l'Amérique latine et la Chine a été multiplié par 25. Mais si celle-ci continue de s'y approvisionner, sa croissance a fléchi et les cours ont chuté. La privation de recettes a entraîné des coupes drastiques dans les programmes sociaux. En 2016, le taux de pauvreté était déjà de 31 %. La croissance végétale à 1 % cette année.

Au Venezuela, la rente pétrolière a fondu et l'économie est à la dérive. Les produits de base sont en pénurie, forçant des centaines de milliers de Vénézuéliens à demander l'asile dans les pays limitrophes. Comme les autres Etats, la république bolivarienne est aujourd'hui victime d'un manque criant d'investissements durant les années fastes. « L'extractivisme a prévalu sur l'industrialisation et la diversification », souligne Bernard Duterme. Victime collatérale, le Nicaragua, qui dépendait fortement des largesses de Caracas, et où la répression répond à la colère sociale. Dans ces deux pays, les présidents s'accrochent au pouvoir, en continuant à jouer sur le mythe révolutionnaire.

Dans la droitisation du continent, « le rôle des Eglises évangéliques est central, poursuit Bernard Duterme. Elles ont le vent en poupe et leur importance grandit. Bolsonaro s'appuie sur ce courant protestant très conservateur. Au Nicaragua, elles concurrencent désormais ouvertement l'Eglise catholique. Au Mexique, López Obrador a dû faire alliance avec un parti pentecôtiste. Pour la moitié des élections de 2018, ces Eglises étaient en lice. » Au Costa Rica en revanche, les partis se sont ligüés pour porter au pouvoir le social-démocrate Carlos Alvarado (38 ans), et évincer le candidat pentecôtiste.

2019 devrait confirmer la barre à droite : au Salvador, le Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN), l'ancienne armée de guérilleros, a pris une raclée aux législatives et s'apprête à perdre la présidence. Au Panama, au Guatemala, en Argentine, peut-être en Uruguay, la droite s'apprête à garder ou à reprendre les rênes du pouvoir. Grande inconnue : la Bolivie, où le président Evo Morales est en place depuis 2006 et va concourir pour un quatrième mandat. **▼**

Jair Bolsonaro : le Brésil a son Trump.

